

## HAMID GRINE À PROPOS DE LA DISTRIBUTION DE LA PUBLICITÉ :

# «C'est le rôle de l'Anep et non du ministère de la Communication»

**Le ministre de la Communication est formel. Son département, rappelle-t-il, ne gère pas la distribution de la publicité dans les médias. Hamid Grine affirme que ce rôle incombe à l'Anep dont il n'intervient pas dans la gestion. Selon lui le volume de la publicité publique a baissé de 65% depuis 2015.**

**Salima Akkouche – Alger – (Le Soir)** – Sur la base de quels critères le choix de la distribution de la publicité dans les médias est établi? Hamid Grine qui répondait, jeudi, aux questions orales des députés à l'Assemblée nationale populaire

(APN) sur les critères fixés par l'Agence nationale d'édition et de publicité (Anep) dans la distribution de la publicité dans les médias, a d'abord expliqué que son département ne contrôle pas et n'intervient pas dans la gestion de cette entrepri-

se «autonome». Toutefois, le ministre de la Communication a indiqué que le choix de l'Anep dans la distribution de la publicité se fait sur la base du professionnalisme, du respect des institutions de l'Etat, de la déontologie et de l'éthique professionnelle. Et c'est tout à fait naturel, souligne l'intervenant, que les médias qui font dans la diffamation, le mensonge et l'insulte sont privés de pub. D'ailleurs, selon Grine qui précise que l'Etat ne combat pas la critique qui est garantie dans le cadre de la liberté d'expression, « il ne faut

pas s'étonner qu'un journal à petit tirage bénéficie d'un volume de publicité plus important que celui qui fait un grand tirage car ce n'est pas le nombre de tirage qui fixe les critères de distribution». D'ailleurs, selon le ministre de la Communication, 90% de la publicité distribuée par l'Anep profite aux journaux privés. La part de la presse publique, dit-il, est de moins de 10%. A ce sujet, souligne-t-il, le volume de la publicité a baissé de 65% entre 2015 et 2016 en raison de la crise économique mondiale.

S. A.

## 5<sup>e</sup> ÉDITION D'INDJAZ EL DJAZAÏR

# L'entrepreneuriat n'est pas propre aux écoles de commerce

**Près de 10 000 étudiants relevant de plusieurs universités et diverses spécialités ont participé à Indjaz El Djazaïr 2016. Les vingt projets sélectionnés pour la finale sont quasi totalement issus de filières scientifiques.**

**Naouel Boukir – Alger (Le Soir)** – La cérémonie organisée par Indjaz et Ooredoo, jeudi soir, a célébré dans une ambiance électrique et enthousiaste le succès de quatre projets entrepreneuriaux sélectionnés par le jury. Celui-ci a justement soutenu que l'entrepreneuriat n'est sûrement pas propre aux écoles de commerce mais aux esprits créatifs et passionnés par l'aboutissement de leurs idées.

D'ailleurs, les quatre projets choisis sont d'abord le fruit de l'élaboration de concepts techniques et scientifiques, tous incorporant les nouvelles technologies dans leur démarche car étant une valeur ajoutée sûre aujourd'hui. Toutefois, une formation liée au monde de l'entreprise et de l'entrepreneuriat, qui est certainement indispensable,

a été dispensée aux équipes participantes depuis le début de l'année et de l'aventure d'Indjaz El Djazaïr.

Les membres du jury ont assuré que les vingt projets participants sont «finançables», autrement dit, réalisables sur le terrain. Cependant, les règles du jeu imposent la sélection de quatre uniquement. Suite à un long suspense, le quatrième prix «Coup de cœur d'Indjaz El Djazaïr Alumni» a été décerné à «Genius Bees», de l'université de Béjaïa, qui propose un nourrisseur automatique de ruche et une solution écologique permettant à l'apiculteur de nourrir ses abeilles en hiver.

Pour ce qui est du troisième prix «Meilleur produit de l'année», il a été remis à «Iktashif», de l'université de Tlemcen, qui a développé la

«360 Box», étant un concept de lunettes basé sur la technologie de la réalité virtuelle. Quant au deuxième prix «Meilleur impact sociétal», il a été accordé à «Paramed», de l'Ecole nationale polytechnique d'Oran, qui a développé deux concepts qui s'adressent aux personnes aux besoins spécifiques.

A savoir, INID : un gant traduisant le langage des signes et WALL : une canne pour les malvoyants détectant et signalant la présence d'obstacles à distance pour leur permettre de mieux cerner leur environnement.

Enfin, le premier prix «Meilleure entreprise» a été dédié à «Grow Company», de l'Institut de génie électrique et électronique de Boumerdès, ex Inelec. L'équipe d'étudiants a mis en place un système «EFarm» de contrôle de l'irrigation des fermes en analysant la température, le niveau des précipitations ainsi que l'humidité du sol pour ajuster avec précision le pro-

gramme d'arrosage. Parallèlement, ce concept se décline en deux produits : «EFarm Alpha», un dispositif modulaire conçu pour les grandes exploitations, allant jusqu'à 4 zones d'irrigation, et contrôlable à distance via un appareil mobile.

Et le «EFarm Bêta», un autre module pouvant être combiné au premier pour augmenter le nombre de surfaces contrôlées pouvant aller jusqu'à 16 zones, ou utilisé seul comme un dispositif d'auto-contrôle de 3 zones.

C'est effectivement ce projet mettant les nouvelles technologies au service de l'agriculture qui représentera l'Algérie à la compétition régionale d'Indjaz Al Arab, du 21 au 23 novembre 2016 au Bahreïn.

«EFarm» sera en concurrence avec d'autres entreprises estudiantines venues de 14 autres pays de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.

N. B.

## POUR AVOIR REJETÉ L'ORDRE SOUFI PAR L'ONU-AC

# Le cheikh Khaled Bentounès appelle la représentante de l'ONU-AC à réviser sa position

Tout auréolé du Premier Prix Emir Abdelkader, remis par son association à Mostaganem le 21 septembre à des personnalités de dimension internationale (Lakhdar Brahimi, Federico Mayor et Raymond Chrétien), Cheikh Khaled Bentounès, en pèlerin du vivre ensemble, s'est rendu à New York, à la fin du mois de septembre. But de sa mission : avoir le soutien de l'ONU à son initiative, à savoir la promotion de la Journée mondiale du vivre ensemble (JMVE). Pour cela, il s'est adressé au Haut représentant des Nations-Unies pour l'Alliance des civilisations (ONU-AC), M. Nassir Abdelaziz Al-Nasser, de nationalité qatarie.

### Rejet des ordres soufis

Ce dernier a fait recevoir Cheikh Bentounès par son chef de cabinet et porte-parole Madame Nihal Saâd. La surprise de Cheikh Bentounès fut grande de s'entendre dire par M<sup>me</sup> Nihal Saâd que l'Onuac «n'accorde aucun soutien aux mouvements soufis» (sic).

Cette réponse, qui témoigne tout à la fois de l'ignorance et de l'amalgame que fait visiblement madame Nihal Saâd entre un mouvement spirituel et une démarche civilisationnelle plus globale, à savoir la promotion du «vivre ensemble», a conduit Cheikh Bentounès à lui écrire une lettre pour l'inviter à réviser sa position. «J'espère que vous aurez le temps d'étudier le dossier des actions entreprises par AISA ONG internationale, pour vous faire une idée exacte du message que nous essayons de pro-

mouvoir, pour la paix, le dialogue des cultures et le vivre ensemble» commence-t-il par écrire.

Ensuite, revenant sur l'échange de propos au moment de l'audience, Cheikh Bentounès explique à son interlocutrice que «nos engagements émis lors du premier sommet humanitaire à Istanbul au mois de mai dernier, vont dans le sens des actions de votre organisme». C'est pourquoi il a de nouveau exprimé dans sa lettre l'espoir de voir l'instance onusienne apporter son soutien «pour la promotion de la Journée mondiale du vivre ensemble (JMVE)», marqué cette année par la remise du Premier Prix Emir Abdelkader.

Cheikh Bentounès fera observer que la cérémonie de remise de ce prix était présidée par Madame Fadila Laanan, secrétaire d'État à la région de Bruxelles et ministre-président du Gouvernement, et de son Excellence Monsieur Idriss Jazairi, ambassadeur, rapporteur spécial du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU, directeur exécutif du centre de Genève pour la promotion des droits de l'Homme et le dialogue global. Pas moins de 3 000 personnes, y compris 9 ambassadeurs et consuls généraux de différents pays ont assisté à la cérémonie.

S'agissant des actions en faveur de la jeunesse, l'ONG AISA a créé «depuis 25 ans la branche des Scouts musulmans de France (SMF) en France, Allemagne, Belgique, Hollande, Espagne, reconnue par l'OMMS organisme international qui regroupe le scoutisme dans le monde. Et le Cheikh d'indiquer encore dans sa lettre que «nous sommes éga-

lement partenaires de l'Union du scoutisme musulman (IUSM), dont le secrétariat général est à Djeddah, et également membre fondateur du Conseil français du culte musulman (CFCM) depuis 2003.» Il soulignera en outre les «relations excellentes» qui existent entre son ONG et de grandes institutions religieuses de par le monde comme El-Azhar en Egypte, la Zitouna en Tunisie, la Karaouiine au Maroc, et le Haut conseil islamique en Algérie ainsi que la Rabita des Ouléma du Sahel. «D'autre part, nous organisons des expositions itinérantes à travers le monde notamment celle de l'Emir Abdelkader qui a fait plusieurs pays dans le monde et l'exposition «Voilement et Dévoilement» (cette exposition sera à l'université de New York à partir de la première semaine d'octobre, elle concerne l'historique de la femme et du port du voile, nous avons aussi d'autres expositions».

Cheikh Bentounès évoquera également la création en 2007 de la Fondation Djanatu el-Arif (Jardin des connaissances) à Mostaganem «qui milite et éduque à la sensibilisation au développement durable et sur le réchauffement climatique auprès des écoles avec la formation d'éducateurs, et qui a participé à la COP 21 en France en 2015.»

### «Notre affiliation à l'école de la pensée soufie n'est pas un handicap»

En brossant un aussi large tableau, Cheikh Bentounès rappelle à la destinataire de sa lettre l'obligation pour son organisme d'appuyer la démarche du vivre-ensemble, puisqu'il

## ÉBOULEMENT DANS UNE GALERIE

### DE LA MINE DE BOUKAÏD À TISSEMSILT

## Bouchouareb dépêche une

# délégation sur les lieux de l'incident

L'éboulement dans l'une des galeries de la mine de baryte de Boukaïd (mont de Sidi Djaber, à Tissemsilt), qui a eu lieu dans la journée du 5 octobre 2016, s'est produit, d'après les premiers éléments, au cours d'une opération de nettoyage d'une trémie de soutirage effectuée dans le cadre du renouvellement du boilage de soutènement de la galerie, a indiqué le ministère de l'Industrie dans un communiqué. Sitôt informé de l'incident, le ministère de l'Industrie et des Mines a dépêché une délégation conduite par le directeur général des mines (DGM) au niveau du ministère accompagné du président du comité de direction de l'Agence nationale des activités minières (ANAM), un organisme sous tutelle chargé notamment du contrôle et de la sécurité des activités minières.

Au moment de l'incident, cinq personnes dont trois mineurs et deux nettoyeurs se trouvaient dans la galerie. Aucune victime n'est à déplorer, précise-t-on. L'un des ouvriers en charge du nettoyage s'est retrouvé pris dans le tout-venant qui avait glissé. Il a été immédiatement dégagé par les éléments de la Protection civile et transféré, par précaution d'usage, vers l'établissement public hospitalier de Bordj-Bounaâma où il a bénéficié d'une assistance médicale avant de quitter la structure sanitaire sans même nécessiter un arrêt de travail, relève la même source. Par ailleurs, les éléments de la police des mines de l'Anam relevant de l'antenne régionale de Tiaret, dont dépend la mine de Boukaïd, sont sur place pour mener les enquêtes nécessaires dans pareilles situations.

Après un arrêt momentané, la mine a repris normalement son activité au cours de la même journée.

Y. D.

A. B.